

**ALFRED REBOUX**  
Propriétaire-Gérant

## ABONNEMENTS :

Reboux-Tourcoing : Trois mois . . .	13.50
Reboux-Tourcoing : Six mois . . .	26.50
Reboux-Tourcoing : Un an . . .	50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois . . . 15 fr.  
En France et l'étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

## COURSE DE PAGES

5 Juillet	
3 0/0	70 70
4 1/2	100 50
Emprunts (5 0/0)	107 40
6 Juillet	
3 0/0	70 50
4 1/2	100 50
Emprunts (5 0/0)	107 35

## Service particulier du Journal de Roubaix

Actions	3060 00
Société gérée, détachée	480 00
Crédit foncier de France	653 00
Chemins autrichiens	468 00
Lyon	1012 00
Est	618 00
Ouest	680 00
Nord	1255 00
Midi	760 00
Suez	657 00
Péruvien	00 0/0
Actions	
Banque ottomane (ancienne)	000 00
Banque ottomane (nouvelle)	336 00
Londres court	25 18 0/0
Crédit Mobilier	126 00
Turc	8 75

## DEPECES COMMERCIALES

New-York, 6 juillet.  
Change sur Londres, 4,88 0/6; change sur Paris, 5,13 0/0.  
Valeur de l'or 105 1/4.  
Café good fair, (la livre 19 3/4)  
Café good Cargoes, (la livre) 20 3/8.  
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagenhaufen et Co. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez.

Havre, 6 juillet.  
Ventes 300 balles, calme, marché ferme, inchangé.

Liverpool, 6 juillet.  
Ventes 8,000 balles, disponible, marché inchangé, livrable raffermissant.

New-York, 6 juillet.  
12 1/4.  
Recettes de 6 jours, 7,000 b.

ROUBAIX 6 JUILLET 1877.

## Plus d'équivoque.

L'ouverture de la période électorale aura lieu dans moins de deux mois, et nous allons assister à une lutte sérieuse des opinions, à un débat d'où peut sortir ou le salut de la France ou une nouvelle série d'épreuves. Il importe donc que le public soit bien fixé sur le caractère des hommes qui solliciteront le mandat de député, et il faut absolument qu'il n'y ait ni équivoque ni tromperie.

Grâce à l'énergie du gouvernement, c'est-à-dire du groupe d'hommes qui ont reçu, le 18 mai, la direction de l'administration, nous croyons que toute équivoque sera impossible, et qu'il ne sera plus fait un abus déplorable des mots comme au mois de février 1876. Les situations se dessinent très-nettement; et si l'on a raison de dire qu'une question bien posée est déjà à demi-réolue, on peut dire aussi que les situations franches profitent à ceux qui les créent.

Que voyons-nous en effet à la veille de la lutte électorale? Deux camps bien distincts : d'un côté le gouvernement présidé par le maréchal de Mac-Mahon,

# JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL &amp; COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

**ALFRED REBOUX**  
Propriétaire-Gérant

## INSERTIONS :

Annonces : la ligne . . .	20 c.
Réclames : la ligne . . .	30 c.
Fautes diverses : . . .	50 c.

On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, 24, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

affirmant hautement les noms de ses amis, et les groupes conservateurs résolus à observer la discipline la plus loyale et à soutenir d'un commun effort les candidats choisis parmi eux, agréés par le gouvernement; de l'autre côté, nous voyons les 363, ou ce qui en reste, et leurs adhérents, la coalition des hommes de gauche de toutes nuances depuis le rose tendre des constitutionnels, genre Thiers, Léon Renault, Casimir Périer fils, et autres qui nous touchent de plus près, que nous nous dispenserons de nommer, jusqu'au rouge écarlate des Barodet, des Naquet, des Dupont, etc.

Qui dira conservateur dira homme d'autorité, de liberté réglée par les lois, résolu à maintenir la trêve des partis et la constitution actuelle jusqu'au moment où sonnera l'heure légale de la révision. Qui dira candidat des gauches dira allié des pires ennemis de la société, complice conscient ou inconscient des vaincus de la Commune. Et qu'on ne nous accuse pas d'exagération. Est-ce que M. Thiers n'est pas aujourd'hui l'allié de M. Barodet dont l'élection a causé sa chute; est-ce que M. Léon Renault n'est pas l'allié des hommes dont il signalait les agissements comme un danger si grave, alors qu'il était préfet de police. Est-ce que les prétendus conservateurs du centre gauche ne sont pas les amis des hommes qui sont allés banqueter récemment à Londres, avec les condamnés de la Commune?

Les 363 — qui ne sont plus que 358 — ont voulu faire leur serment du Jeu de Paume; ils se sont mutuellement juré fidélité et obéissance. Un de nos correspondants nous disait, il y a deux jours, que cette solidarité allait s'affirmer par une cotisation individuelle, chaque 363 ou 358 allait être taxé à 2,000 francs, une sorte de prime d'assurance pour la réélection, la tontine républicaine devant s'enrichir des dons des plus riches, l'impôt de 2,000 fr. n'étant imposé qu'aux besoins.

Eh bien, nous aimons assez cela. Il n'y aura plus d'étiquette menteuse sur les professions de foi. On saura à première vue qui est conservateur, qui est ennemi du gouvernement et des institutions sociales et politiques. Le choix sera facile, et l'électeur ne sera plus trompé. Nous sommes convaincus que la situation ainsi éclairée aura des résultats heureux pour notre pays et qu'il en sortira une Chambre des députés toute différente de celle qu'a produit l'équivoque de 1876.

ALEXANDRE WATTEAU.

## Bulletin du jour

L'arrivée de la flotte anglaise à Besika, est à juste titre, l'objet de préoccupations sérieuses. A Vienne, aussi bien qu'à Saint-Petersbourg, on voit dans ce fait le symptôme d'une attitude plus décidée du cabinet anglais contre les visées russes. Une dépêche de Constantinople, du 3 juillet, affirme, il est vrai, que l'escadre britannique ne doit pas pousser jusqu'à Constantinople. Aucune demande d'autorisation en ce sens, n'a été adressée à la Porte

par le gouvernement anglais. Mais cela n'empêche pas, d'après un télégramme de Bucharest, les Roumains et l'état-major moscovite, d'être très-défavorablement impressionnés par cette entrée en scène. Les feuilles de Saint-Petersbourg sont sous le coup de la même impression et le *Golos* n'a plus aucun ménagement pour les exigences qui se manifestent à Londres.

Cette feuille, qui sert en quelque sorte d'avant-garde aux feuilles officielles russes, repousse, à priori, toutes les conditions de paix mentionnées par les feuilles anglaises et les taxes de mystification. Batoum et son arrondissement, dit le *Golos*, ne sauraient satisfaire la Russie, lorsque sera soulevée la question de compensations territoriales pour frais de guerre. Ces quelques lignes de terrain ne sont pas l'équivalent de la contribution de guerre que la Turquie aurait à payer si elle avait de l'argent. Quant à l'indépendance de la Bulgarie, jusqu'au nord des Balkans, cette stipulation va plus loin que le programme russe, mais n'est pas de nature à lui donner satisfaction : jusqu'à présent il n'a pas été question d'une Bulgarie indépendante, et d'un autre côté on ne saurait en distraire les districts, au sud des Balkans, car ce sont précisément ceux où ont eu lieu les massacres, qui ont motivé l'intervention de la Russie.

Enfin, pour ce qui est de la libre navigation du Bosphore et des Dardanelles, le *Golos* soutient cette condition qui fera évidemment partie de toutes propositions de paix, non sous forme de condition essentielle, mais comme « résultat inévitable » et logique « du contentement de la Russie » à suspendre les opérations militaires. On voit que la feuille que nous citons n'admet aucun correctif aux prétentions du Czar disposant, à son gré, des questions soulevées par la Grande-Bretagne.

Le *Times*, comprenant d'avance les sentiments que la démonstration maritime de lord Derby, allait soulever, s'applique, aujourd'hui, à calmer les esprits à l'aide des raisonnements qui suivent : « Si le gouvernement anglais, dit-il, est seulement d'avis que notre position à Constantinople et aux Dardanelles, se trouvera réellement améliorée, parce qu'on enverra notre flotte d'un côté de l'Archipel à l'autre, la mesure est suffisamment justifiée. Une simple démonstration indiquant que nous sommes décidés à prendre la part qui nous revient dans le règlement définitif de la question d'Orient est parfaitement légitime.

Tous les Etats ont l'habitude de placer des troupes sur leurs frontières, non pas tant dans un intérêt stratégique immédiat, que pour montrer qu'ils veillent et qu'ils ont une politique à faire prévaloir.

Mais il faut espérer que cette démonstration spéciale ne sera pas interprétée par un excès de zèle officieux, comme prouvant que l'Angleterre est disposée à apporter un secours militaire à la Turquie. »

Et comme pour enlever tout caractère menaçant à la mesure, on répand le bruit à Berlin, que les bruits de né-

gociations en vue d'une médiation pacifique prennent de la consistance, et que les puissances neutres sont disposées à offrir leur médiation aux belligérants qui ne paraissent pas trop opposés à l'acceptation de cette offre.

Nous avons reproduit l'allégation de la *Patrie* d'après laquelle M. Jules Simon aurait, pendant son passage au ministère, fait un emploi inconsidéré des fonds secrets mis à sa disposition. Nous devons constater que l'*Echo universel*, dirigé par M. Jules Simon, déclare que l'assertion produite est contraire à la vérité. « Sur ce crédit de deux millions, dont le tiers pour quatre mois est de plus de 660,000 francs M. Jules Simon n'avait pas, dit l'*Echo universel*, dépensé 303,000 francs. » Nous reproduisons le démenti au même titre que l'affirmation, et nous sommes prêts à reproduire la réponse de la *Patrie*. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de remarquer que le démenti du journal de M. Jules Simon porte uniquement sur le crédit ouvert en 1877 et garde le silence sur le reliquat du crédit de 1876. Sans rien affirmer et sans prendre parti dans la querelle, nous estimons qu'il serait de l'intérêt de M. Jules Simon que les affirmations de son journal fussent un peu moins sujettes à interprétation.

Il a toujours été d'usage, chez certains journaux allemands, de publier sur les affaires intérieures de France les nouvelles les plus absurdes, imaginées pour discréditer la politique de notre pays, lui susciter au dehors des animosités et des embarras. Mais ce qui est nouveau, c'est de voir ces nouvelles reproduites par des feuilles françaises, qui ne peuvent en ignorer ni l'absurdité ni le dessein hostile. Telle est pourtant la besogne honteuse et patriotique que font, avec une singulière persévérance, le plus grand nombre de nos journaux radicaux.

## LE PAPE

On écrit de Rome, le 22 juillet 1877 : Un journal romain raconte, ce soir, que les médecins du Pape ont tenu une consultation, au Vatican, dans la matinée, qu'ils ont trouvé les jambes de Pie IX faibles et raides, et de Saint-Père lui-même se prole à une somnolence fréquente. Vous pouvez deviner ces nouvelles, qui s'accroîtraient d'autant plus facilement, que le Pape ne reçoit pas tous les jours, maintenant, comme à l'époque du Jubilé. Cependant, hier et aujourd'hui encore, il a donné quelques audiences, et les personnes qui l'ont vu n'ont rien remarqué d'extraordinaire en lui, ni autour de lui. Ce qui est possible, probable même, c'est que les médecins conseilleraient à Sa Sainteté, de faire venir de Civita-Vecchia, comme il y a deux ans, de l'eau des anses de bains romains, et de s'y baigner chaque jour. Coïncidence singulière, pendant que Pie IX prenait ses eaux au Vatican, Garibaldi les prenait sur place et tous les deux s'en trouvaient fort bien. Ce n'est pas tout l'un et l'autre, cette année, ont besoin de les reprendre; car le vieux général est cloué sur son fauteuil, à Caprea, par une violente recrudescence de ses rhumatismes.

Cette après-midi, vers cinq heures, le Pape n'a pas fait sa promenade en litière dans les jardins du Vatican; mais comme il ne la fait pas tous les jours, il n'y a pas lieu de s'alarmer contre mesure. Encore une fois, l'opinion des médecins est que l'état actuel de la santé du Saint-Père se soutiendra sans dérangements notables, au moins jusqu'à l'automne.

## A Monsieur Thiers

## MONSIEUR

Si quelque écrivain avait la fantaisie de publier une histoire de l'opposition en France depuis quarante ans, il n'aurait pas besoin de se livrer à de longues

vous, et toute femme qui saura pleurnicher à propos vous prendra par le cœur, parce qu'elle est femme et parce qu'elle pleure; mais votre Pauline ne vaut pas la corde qui la pendra un jour ou l'autre, c'est moi qui vous le dis, et je ne me trompe pas souvent.

— Qui a pu vous dire?... balbutia l'infortuné Milaguine.

— Personne! Je la regarde faire depuis... depuis longtemps, et je sais ce que je dis.

— Mais qu'a-t-elle donc fait? murmura Milaguine écrasé sous le poids de cette conviction.

— Elle...

Madame Avérief s'interrompit et jeta un coup d'œil sur Marthe, qui, les yeux grands ouverts, la tête droite, écoutait sans perdre un mot, comme si elle eût pressenti que la question la touchait de près. La vieille dame reprit son calme, baissa la voix, et larça en pleine poitrine à M. Milaguine :

— Elle veut vous épouser.

Serge et Nastia, pouffant de rire, se laissèrent tomber dans les coussins du divan, tant l'idée de madame Avérief leur paraissait bouffonne. Milaguine, abasourdi, regarda madame Avérief comme pour s'assurer qu'elle jouissait de toute sa raison, puis il répéta :

— M'épouser, moi?

— Oui, reprit la vieille dame implacable, et elle en serait venue à bout sans moi.

— Venue à bout? répéta Milaguine avec énergie : oh ! non !

recherches. Il lui suffirait de lire le recueil de vos articles et de vos discours, puis d'écrire votre biographie. Vous êtes, en effet, la personnification la plus parfaite de l'opposition. Nul mieux que vous ne sait découvrir le point faible d'un gouvernement et porter le coup mortel; nul ne sait mieux nouer une coalition, faire marcher ensemble des gens qui s'exècent, employer sans se compromettre des auxiliaires compromettants, tout préparer pour la ruine de la maison et laisser à d'autres la responsabilité du dernier coup de pioche; en un mot, harpeler, piquer, fatiguer, un gouvernement comme le pic-dur fatigue le taureau, et le mettre à point pour le coup d'épée de la révolution.

Sous la restauration, vous dirigiez le *National*, vous accliez le roi de la Charte, et vous chantiez les gloires de la Révolution, et vous finissiez par signer la protestation des journalistes.

Sous la monarchie de Juillet, qui avait pourtant vos sympathies, vous combattiez le pouvoir personnel, vous dénonciez « la pensée immuable », vous donniez la main à l'opposition révolutionnaire; vous encouragez la campagne des banquets, sans vous en mettre directement, et vous prenez une part plus large que qui que ce soit à la chute d'un régime que vous aimez.

Sous la seconde République, vous organisez, vous disciplinez, vous inspirez le parti de l'Ordre. La Rue de Poitiers prenait votre direction, et vous prépariez avec une remarquable activité la défaite des républicains. Personne n'a oublié vos brochures, vos discours, vos apostrophes à la ville multitude. Mais si vous ne ménagez pas les républicains, votre goût d'opposition n'oblait pas non plus le Président de la République, dont vous aviez appuyé la candidature et dont vous paralysez le pouvoir.

Sous le second Empire, dès que vous êtes rentré dans la vie publique, vous avez porté au régime impérial des coups terribles. Tantôt vous vous mettiez avec la droite pour défendre le pouvoir temporel; tantôt vous vous mettiez avec la gauche pour attaquer le budget. Vous étiez partout où il y avait des ennemis ou des adversaires du gouvernement à railler, à discipliner, à conduire.

On pouvait espérer que votre passage au pouvoir en 1871 et en 1872 vous aurait donné le respect de l'autorité; mais le naturel prend le dessus, et vous voilà de nouveau dans l'opposition, organisant des ligues, inspirant des journaux, préparant des conflits et essayant d'envoyer le gouvernement du Maréchal rejoindre les quatre gouvernements que vous avez déjà mis à mal.

Je le dis franchement, ce n'est pas sans quelque chagrin que j'écris cette lettre, car si je ne puis pas oublier le mal que vous avez fait, ni cacher celui que vous essayez de faire, je ne puis pas non plus méconnaître que vous avez dans votre histoire, deux pages glorieuses. Je ne sais pas être injuste, même envers ceux qui le sont le plus, et je me rappelle encore l'énergie que vous avez apportée dans votre lutte contre la Commune et la prudence avec laquelle vous avez rendu possible la libération de notre territoire envahi. Ce sont là des services que l'histoire enregistrera avec reconnaissance et qui compensent bien des fautes.

C'est au nom même de cette gloire qui devrait rester pure que je viens vous

dire : « Prenez pitié de la France, que vous agitez depuis quarante ans, et laissez-lui enfin le repos ! Prenez pitié de vous-même, et faites que vos historiens n'aient point à dire, un jour, qu'après avoir vaincu la Commune, vous en avez préparé la revanche, et, qu'après avoir libéré le territoire, vous avez livré le pays à la guerre civile ! »

Je sais bien que telle n'est point votre pensée. Au fond, vous méprisez autant que nous les révolutionnaires dont vous vous servez. Vous les employez comme on employait au moyen âge les condottieri et les ruffians. Vous comptez bien les licencier après la victoire et les mettre au poste, s'ils réclament. Votre illusion est celle de tous les entrepreneurs de révolutions. Tous croient également qu'ils endigueront le torrent après l'avoir déchaîné. Tous sont emportés par lui comme de vulgaires épaves. Comment pourriez-vous l'ignorer, vous qui avez pris part à quatre révolutions, après avoir écrit l'histoire de la première ?

Supposons la victoire des gauches, supposons même la démission du Maréchal, croyez-vous sérieusement que le Congrès vous porterait à la présidence ? Où sont donc les éléments de la majorité qui vous élirait ? Est-ce que la direction de la majorité n'est pas entre les mains de M. Gambetta, l'ex-fou furieux, nommé président de la commission du budget, malgré votre ami M. Jules Simon ? Pour que vous fussiez rétabli à la présidence, il faudrait le bon plaisir de M. Gambetta.

Admettons que M. Gambetta vous protège, pour éviter M. Grévy, qui est plus jeune, à quoi cela vous servirait-il et que feriez-vous du pouvoir ?

En 1871 vous étiez en face d'une Assemblée divisée en deux portions égales que vous conteniez l'une par l'autre. Les républicains vous toléraient parce que vous rendiez la République acceptable; les droites vous appuyaient parce que vous étiez, en fin de compte, le plus entêté des conservateurs. Malgré ces circonstances favorables vous n'avez pas pu garder le pouvoir trois ans, et ce sont les radicaux, ne l'oubliez pas, qui vous ont renversé par l'élection de Barodet. Que feriez-vous donc en face d'une majorité républicaine vous demandant chaque jour le sacrifice des idées qui vous sont chères, vous imposant la destruction de l'armée, la désorganisation de l'administration, la transformation de l'impôt, la révision du code, — des choses enfin qui vous font frémir ? Vous ne tiendriez pas huit jours !

Et c'est pour obtenir ce pouvoir qui n'est pas vacant, et qui ne le sera pas avant 1880, ce pouvoir qu'on ne vous donnerait pas si l'on pouvait en disposer, ce pouvoir dont vous ne pourriez rien faire si on vous le donnait, que vous consacrez les dernières années de votre vie à saper les principes d'autorité, à faire le jeu des radicaux que vous méprisez, à compromettre la sécurité du pays que vous aimez !

Non, monsieur, non, vous n'êtes ni à votre place, ni dans votre rôle.

Votre place n'est pas parmi ceux qui ont brûlé votre hôtel ; elle n'est pas parmi les organisateurs de la guerre à outrance que vous avez blâmée ; elle n'est pas parmi les complices de la Commune que vous avez vaincue ; elle n'est pas parmi des gens dont vous n'approuvez pas les idées, dont vous avez flétri les doctrines, et dont vous avez dénoncé les projets.

gaude de princesse ! Madame Milaguine... Allons, cela ne fera pas mal sur des cartes de visite.

## XXIV

La noce eut lieu le jour fixé, à six heures du soir. Comme toutes les noces, elle fut très-brillante; une foule nombreuse entourait les jeunes mariés des témoignages les plus vifs d'affection et de sympathie. On servit chez madame Avérief le thé le plus somptueux, puis, à neuf heures, la voiture de voyage de Marthe, empruntée pour la circonstance, s'arrêta devant le perron. Serge avait voulu six chevaux et beaucoup de grelots. Il fit monter sa jeune épouse dans la voiture, y sauta après elle, et partit pour l'inconnu.

Jamais il n'avait voulu dire où il se réservait de passer ses quinze jours de congé. Les recherches les mieux dirigées n'avaient abouti à rien; interrogé par sa grand-mère, il avait éludé les questions en riant, et la plus claire de ses réponses avait été celle-ci : — Nous irons à la maison que j'avais préparée pour l'enlever si on avait refusé de nous marier.

Force fut à la famille de se contenter de renseignements vagues, mais uniques.

(A suivre).

Feuilleton du Journal de Roubaix  
du 7 Juillet 1877

— 34 —

## LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

XXIII

(Suite.)

— Oui, répondit le pauvre homme, mais quand je lui ai parlé de retraite, de pension, elle m'a dit qu'elle voulait vivre, et mourir au sein de ma famille, qu'elle ne demandait pas d'autre grâce que d'élever leurs enfants — il désignait les fiancés, — comme elle avait élevé les miens. Et... alors...

— Vous lui avez promis de la garder? conclut madame Avérief. Cela n'a rien qui me surprenne; mais qu'allez-vous en faire, lorsque vous aurez déménagé ? Il n'y a pas de place au rez-de-chaussée que vous habitez; je n'en veux pas au premier; les enfants n'en veulent pas au second...

— Vous n'en voulez pas? balbutia M. Milaguine déconfit.

— Oh ! non, s'écria Serge avec emphase.

— Oh ! non, répéta tout doucement Nastia, en secouant délibérément la tête.

M. Milaguine mit ses deux mains sur ses deux genoux et regarda la société avec l'expression d'un naufragé qui voit

disparaître sa planche dans la tempête.

— Mais alors qu'allons-nous en faire ? dit-il égaré.

— Tout le monde se regardait, personne ne dit mot.

— Si Marthe voulait la prendre ! s'écria-t-il, éclairé d'une subite lumière.

Marthe, dans la salle à manger, faisait le thé. Il l'appela.

— Marthe, veux-tu prendre Pauline pour soigner ton ménage ?

La princesse regarda son père avec une expression de répugnance non équivoque, mais le pauvre Milaguine ne voyait que sa propre détresse.

— Lis, Marthe, tu serais si gentille; nous ne savons qu'en faire...

— Donnez-lui une pension, et qu'elle retourne dans sa famille, dit froidement la princesse.

— Mais elle dit que c'est nous, sa famille, qu'elle sait bien que les Milaguine n'ont jamais été des ingrats, et qu'elle nous est si attachée, qu'elle mourrait de douleur si elle devait nous quitter.

— Ah ! mon pauvre Milaguine, dit madame Avérief, qui jusque-là avait gardé le silence, vous avez bien besoin qu'on vienne à votre secours. Il y a peut-être un moyen de s'en débarrasser, mais il exigera un peu de temps et beaucoup de précautions. Voulez-vous suivre mon conseil ?

— Certainement ! s'écria le cénacle tout d'une voix.

— Marthe, mon enfant, vous allez prendre Pauline chez vous, dès que votre

père aura déménagé : il n'est pas convenable que cette fille habite l'appartement de garçon que M. Milaguine s'est réservé. Mais nous la préviendrons que les jeunes gens ont besoin d'elle pour diriger leur maison, et que l'automne prochain elle s'installera ici. Je dis l'automne parce que ma maison de Tsarskoé n'est pas grande, et le jeune ménage...

— Oh ! grand-mère, il nous faut si peu de place ! s'écria Nastia.

— Une petite chambre, toute petite... ajouta Serge.

C'est entendu, dit madame Avérief en souriant; mais pour Pauline je trouve ma maison trop petite; il faudrait remettre trop de serrures et matelasser trop de portes, — ce n'est pas la peine !

— Vous, mon enfant, dit-elle à Marthe, je vous réserve un appartement chez moi pour y passer tout le temps que vous voudrez auprès de votre sœur, et vous commanderez Pauline à la garde de votre maison de campagne pour tout l'été. Vous m'entendez ? au premier octobre, la sœur de personne vient demeurer ici, avec les jeunes mariés, et c'est moi dès lors qui m'en charge. Je ne lui donne pas six semaines pour me procurer elle-même le moyen de la renvoyer sans tambour ni trompette, heureuse d'en être quitte à si bon marché.

— Pauline ? s'écria M. Milaguine horrifié, sans tambour ni trompette ? Pauline ?

— Oui, oui, répéta madame Avérief, élevant un peu la voix sans s'en apercevoir : vous êtes un excellent homme,